

Plus de réformes courageuses
Seule une plus grande convergence des économies allemande et française peut stabiliser la zone euro à long terme

Depuis 2003, l'écart entre l'Allemagne et la France s'est creusé de manière préoccupante sur le plan économique, ce qui a mis à mal la relation de confiance entre les partenaires : la France perçoit son voisin d'outre-Rhin comme un donneur de leçon, tandis que l'Allemagne regarde avec beaucoup d'inquiétude « l'homme malade de l'Europe », qui donne l'impression d'être politiquement paralysé. Les conséquences de cette crise de confiance se font ressentir dans toute la zone euro : les groupements populistes se renforcent et, faute d'un moteur franco-allemand, la dynamique d'intégration européenne est ralentie.

Cela s'explique par le fait que la France ne soit pas encore sortie de la crise économique qu'elle traverse. De plus en plus de médias et de représentants de la société civile français, de même qu'une poignée de politiciens, affirment que l'euro est responsable de la situation difficile dans laquelle se trouve leur pays. Mais ce n'est pas le cas. Dans le contexte de la crise économique mondiale, l'euro a protégé la France de secousses encore plus violentes. La véritable cause de ses difficultés est le retard pris dans l'adoption de réformes, repoussées depuis une décennie. Le récent remaniement ministériel, d'ailleurs décidé en réaction aux attaques lancées à l'encontre de l'Allemagne par une partie de l'aile gauche du parti socialiste, montre cependant que la France accepte de se remettre en question. Plusieurs réformes ont été présentées au Parlement et doivent désormais être débattues et approfondies. L'Allemagne, quant à elle, ne doit pas se reposer sur ses succès actuels mais se confronter dès aujourd'hui aux défis à venir, tels que ceux de la transition démographique et du renouvellement des infrastructures.

De premières initiatives ont déjà été prises dans les deux pays pour résoudre les problèmes, mais il faut maintenant aller plus loin et agir avec plus de détermination. Ces derniers mois, l'Allemagne et la France ont toutes deux manqué l'occasion de témoigner officiellement de la compréhension à l'égard des problèmes économiques et des intérêts de leur voisin. Elles ont ainsi nourri les idéologies populistes et ouvert la voie aux partis eurosceptiques. Il est nécessaire que les deux pays signalent plus clairement que ce n'est qu'ensemble qu'il sera possible de s'engager vers la sortie de la crise : à notre avis, la stabilisation de la zone euro dépend essentiellement d'un renforcement de la convergence des économies allemande et française. Le texte présenté en novembre 2014 par Jean Pisani-Ferry et Henrik Enderlein* apporte sur ce point un certain nombre d'idées qui vont dans le bon sens. Au-delà même de son contenu, ce texte montre que l'Allemagne et la France doivent à nouveau parler l'une *avec* l'autre et non plus l'une *de* l'autre et imaginer ensemble des solutions.

De notre point de vue, si la Commission européenne lançait à l'heure actuelle une procédure de sanction à l'encontre de la France, elle ne saurait être que contre-productive. La Commission européenne a pris la bonne décision en accordant à la France plus de temps pour adopter des réformes. Sur ce point, l'Allemagne doit soutenir la France, compte tenu de la situation économique et

* cf. Henrik Enderlein und Jean Pisani-Ferry, Reforms, Investment and Growth: An Agenda for France, Germany and Europe, Berlin 2014, <http://www.hertie-school.org/fileadmin/images/Downloads/core_faculty/Henrik_Enderlein/Enderlein_Pisani_Report_EN.pdf> (consulté le 17 mars 2015).

politique particulière de son voisin. Il ne s'agit pas pour autant de prouver l'absurdité des critères de Maastricht ou de créer de nouvelles règles. Nous demandons cependant que les règles existantes soient interprétées de manière flexible pour mieux prendre en compte la situation économique actuelle. De plus, en tant que jeunes actifs français et allemands, la formation de nouvelles générations qualifiées, plurilingues et ouvertes à d'autres cultures nous apparaît comme un projet d'avenir majeur de l'UE, qui doit continuer à bénéficier de financements solides. A nos yeux, l'actuel taux de chômage des jeunes en Europe est un grand danger pour la démocratie. C'est pourquoi, si nous approuvons la règle des 3%, nous estimons cependant que lors de l'évaluation du déficit budgétaire annuel, il conviendra à l'avenir de tenir compte spécifiquement des dépenses consacrées aux domaines de l'éducation et de la recherche, ainsi qu'à la lutte contre le chômage des jeunes.

Le renforcement de la convergence de leurs économies devrait être l'objectif principal de la France et de l'Allemagne dans les années à venir. Un moteur franco-allemand fraîchement révisé pourrait relancer l'économie dans toute la zone euro et renforcer la confiance dans l'avenir de l'Europe, ce qui pourrait étouffer dès les premières étincelles les feux de paille populistes.

En revanche, la suppression de la monnaie commune que beaucoup réclament, nous ramènerait des décennies en arrière en matière de politique économique. Enfin, une plus grande convergence économique entre les deux pays rétablirait la confiance entre les membres du tandem, ce qui aurait une influence positive sur de nouveaux projets européens, par exemple dans le domaine fiscal ou énergétique.

C'est pourquoi nous plaçons pour que l'Allemagne, via des mesures ciblées visant à promouvoir la demande intérieure et les investissements et la France, grâce à des

réformes structurelles favorables à la concurrence, insufflent une nouvelle dynamique à toute la zone euro. L'Allemagne doit investir davantage dans les infrastructures et utiliser de potentielles marges de manœuvre pour augmenter les salaires. En France, les réformes structurelles actuellement à l'étude risquent d'être freinées par la campagne électorale pour les élections présidentielles, qui commencera au plus tard en 2016. L'année 2015 est donc la seule fenêtre de tir pour imposer les réformes. Nous avons tous appris à connaître les deux pays au cours de séjours de plusieurs années effectués dans le cadre de nos études ou au fil de notre parcours professionnel : aussi sommes-nous bien conscients qu'il n'est pas facile de mettre en œuvre en France un « Agenda 2010 ». Mais des débats sur un nouveau modèle de croissance, qui offre plus de flexibilité pour les entreprises tout en garantissant la sécurité aux travailleurs doivent malgré tout être menés, de même qu'il faut transformer l'Etat pour le rendre moins pléthorique et plus efficace. L'Allemagne, de son côté, ne doit pas s'endormir sur ses lauriers bien que sa situation économique actuelle soit stable.

Pour l'année 2015, nous souhaitons plus de courage dans la mise en œuvre de réformes, plus de discussions d'égal à égal et la fin du « German-Bashing » et du « French-Bashing ». Ne gaspillons pas plus longtemps notre temps précieux. Parlons à nouveau les uns avec les autres au lieu de parler les uns des autres. Nous, en tout cas, nous avons commencé.

Anaëlle Chaperon, Martin Herzer, Kornelia Jakob, Patrick Lunz, Simone Mitterhuber, Mélanie Voin†

† Les auteurs sont des participants du *Dialogue d'avenir franco-allemand*, une initiative de la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* (DGAP), de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et de la Fondation Robert Bosch. La prise de position a été rédigée dans le cadre de la promotion 2014.